

Thèmes de mémoires proposés aux étudiants de la 38e promotion 2021

Liste additive destinée principalement aux étudiants qui n'aurant pas un thème précis

No	Thème
1	Enjeux de la coopération intercommunale dans le cadre de l'amélioration de la gestion du service public
2	Financement du service public à l'épreuve du libéralisme économique : cas du pays du Maghreb
3	Définition et détermination des paramètres socio-économiques caractérisant les zones d'ombre
4	La problématique du financement des caisses de sécurité sociales en Algérie et l'kes perspectives de redressement
5	Le partenariat public privé en Algérie : quels enjeux pour quelles opportunités
6	L'autonomie financière et administratives des établissements publics
7	Les finances publiques algériennes à l'épreuve de la mise en application de la loi organique relative aux lois des finances LOLF
8	Financement du développement local
9	L'information de la consolidation comptable
10	La fiscalité de la finance islamique
11	La tele-compensation suivie des flux d'opérations et régularisations.
12	Le contentieux dans les marchés publics : Contraintes et résolutions.
13	Le contrôle de la régularité des opérations de centralisation comptable
14	Le débit d'office : causes, procédures et impact.
15	Le rôle du guide de procédures dans l'amélioration de la qualité de gestion des services du Trésor
16	Rôle des commissions des marchés publics en matière de contrôle de l'activité publique budgétaire
17	Cartographie des risques et contrôle des dépenses publiques
18	Les différents aspects d'audit dans le secteur public
19	L'efficacité de contrôle dans le cadre de la réforme
20	La consolidation comptable et financière dans le cadre de la nouvelle réforme
21	La consolidation des comptes publics en Algérie
22	L'importance de la consolidation des comptes du secteur public
23	La réforme comptable de l'Etat
24	les états financiers selon les normes comptables internationales (IPSAS)

25	Le comptable public : responsabilité et conytrôle dans la réforme des finances publiques
26	La centralisation comptable des comptes de l'Etat
27	L'appotr de la comptabilité en droits constatés dans le développement des collectivités locales et des EPA
28	La réforme compytable de l'Etat dans le cadre de la réforme des finances publiques
29	La réforme comptable de l'Etat : objectifs, états des lieux et enjeux
30	La politique foncière coloniale en Algérie et les statuts juridiques de terres qui en découlèrent ;
31	Analyse du marché immobilier et l'application des méthodes d'évaluation immobilière ;
32	Concession de logements appartenant à l'état ;
33	Dispositif juridique régissant les terrains domaniaux destinés à la réalisation des projets d'investissement ;
34	Effets de l'inflation sur les évaluations des actifs immobiliers en Algérie ;
35	Etude comparative entre l'expropriation pour cause d'utilité publique, réquisition et confiscation des biens immobiliers
36	Evaluation immobilière en Algérie ;
37	Evaluation immobilière et normes comptables ;
38	Evolution de la domanialité publique – étude analytique ;
39	Gestion des biens vacants et des successions en déshérence ;
40	Immobilier et politique urbaine ;
41	Instruments techniques et juridiques de constatations de la propriété foncière ;
42	L'aliénation, des biens immobiliers et mobiliers ;
43	L'évolution de la législation domaniale et foncière ;
44	La complémentarité entre le contentieux domanial et contentieux foncier ;
45	La politique foncière coloniale et ses résultats ;
46	La problématique de l'assainissement du foncier en Algérie ;
47	La publicité foncière : le rôle du conservateur foncier, le rôle du notaire, et la relation de la conservation foncière avec le cadastre ;
48	La relation entre le Cadastre, le Livret Foncier et l'Enquête Foncière ;
49	Le contentieux domanial et foncier ;
50	Le contexte dans lequel le droit domanial algérien s'est formé : ses spécificités, sa situation dans la législation foncière ;
51	Le nouveau mode d'exploitation des terres agricoles publiques ;
52	Le régime juridique du domaine public, son utilisation et sa protection ;
53	Les conditions techniques et financières relatives à l'introduction des péages autoroutiers.

54	Les grandes orientations foncières depuis 1990 à ce jour ;
55	Les zones industrielles.
56	Notion de la propriété publique et de la domanialité ;
57	Offre foncière publique en Algérie management de l'immobilier, de la construction et de l'aménagement
58	Réflexion : monopole foncier et marché foncier libre en Algérie ;
59	Rôle de l'administration des Domaines dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles
60	La politique foncière coloniale en Algérie et les statuts juridiques des terres qui en découlèrent
61	L'évolution de la publicité foncière : de la réforme de 1961 à l'adoption du système actuel du livret foncier
62	L'impact du foncier sur la promotion de l'investissement
63	Modes de formation du domaine privé de l'Etat
64	Les modes d'utilisation du domaine public affecté à l'usage direct du public
65	Gestion du domaine public artificiel portuaire et aéroportuaire
66	Inventaire des biens immobiliers du domaine national
67	Etude comparative entre les biens domaniaux et les biens wakfs
68	La concession sur le domaine public artificiel : conditions effets et perspectives de valorisation
69	Le foncier économique : enjeux et stratégie pour la mise en place d'un marché foncier économique dynamique et transparent
70	La ressource foncière publique : nécessité de mise en place d'une stratégie de maîtrise foncière
71	Les dispositifs de mise en valeur des terres et l'augmentation des superficie des terres agricoles
72	Analyse critique du dispositif juridique actuel régissant le foncier destiné à l'investissement
73	L'évolution de la ,publicité foncière en Algérie : la révmforme de 1961 à l'adoption du système actuel du livret foncier
74	La problématique de l'assainissement en Algérie et son impact sur le foncier
75	Réalisation de l'investissement en Algérie et son impact sur le foncier
76	Amnisties fiscales et demarches similaires : etude comparative (portee, resultats,contraintes et inconvenients)
77	Documentation sur les prix de transfert (portee de l'obligation, controle et difficultes)
78	Evaluation du rendement de la TV A (etude comparative)
79	Fiscalité des transactions immobilières
80	L'imposition des établissements stable- étude comparative
81	La fiscalite du secteur touristique, etude comparative.
82	La fiscalité environnementale : évaluation du rendement et propositions de pistes d'amélioration

83	La problématique de l'amélioration du recouvrement
84	La refonte des dispositifs regissant les droits indirects.
85	Le programme de conformité fiscale volontaire : analyse et impact.
86	L'échange de renseignements entre Etats : cas de l'Algérie (droit conventionnel, droit interne et FACTA)
87	L'imposition des plus-values de cession personnelles: analyse du nouveau dispositif (LF 2017)
88	L'imposition des établissements stables - étude comparative
89	Mesures de lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale
90	Notion de redevance dans le droit conventionnel (définition, différentes approches de contrôle)
91	Nouvelle comptabilité patrimoniale de l'Etat (Apport et difficultés d'application)
92	Rôle des incitations fiscales pour l'émergence des énergies renouvelables en Algérie.
93	Transactions sur les actions et parts sociales (mode de contrôle et modalités de fixation de valeurs de référence)
94	Le rendement de la fiscalité pétrolière : étude comparative entre l'ancienne et la nouvelle loi sur les hydrocarbures
95	Le passage du résultat comptable au résultat fiscal selon le SCF
96	Les perspectives de réformes des finances locales en Algérie
97	Le système d'information de l'administration fiscale
98	Le contentieux des droits d'enregistrement, des timbres et de la fiscalité immobilière
99	Le recours pré-contentieux (à la lumière du nouveau dispositif relatif au fonctionnement de la commission de conciliation)
100	Les dépenses fiscales et leurs impacts sur l'investissement
101	Fiscalité et détermination du prix en matière immobilière
102	Analyse de l'évolution de la pression fiscale en Algérie
103	Développement d'instruments d'analyse et d'évaluation de la performance du système fiscal
104	Évaluation du secteur informel et mise en place d'instruments pour son intégration
105	Évolution de la structure des prix des carburants et mesure d'impact sur le pouvoir d'achat en Algérie
106	Impact de la révision des taux de la TVA sur le pouvoir d'achat des ménages en Algérie.
107	La fiscalité comme instrument de politique écologique et outil d'efficacité énergétique
108	La fiscalité des revenus fonciers sur l'acquisition des biens immobiliers réalité respective
109	La politique fiscale entre attractivité et affectation au trésor public
110	Le rôle de la fiscalité dans la mobilisation de l'épargne
111	Le système d'imposition à l'IRG : analyse de performance et pistes d'amélioration

112	Les instruments financiers des institutions financières internationales par domaine d'intervention : meilleures opportunités pour l'Algérie
113	Rôle de la SFI dans la promotion du secteur privé en Algérie : enjeux, contraintes et opportunités
114	Les modalités d'emise en place d'une stratégie de gestion de la dette publique à moyen et long terme
115	L'importance du facteur humain dans le développement économique : cas de l'initiative de la Banque Mondiale sur le Capital Humain
116	Financement du climat : Etude des mécanismes onusiens du financement de la résilience et d'adaptation
117	Intervention des banques multilatérales de développement dans l'appui au développement des micro-entreprises et des start-up
118	Mécanismes de financement des ZLECAT : Avantages et défis pour l'Algérie
119	Quel cadre juridique pour de meilleures infrastructures réalisées sous forme de PPP ?
120	Renforcement des capacités de gestion des risques souverains
121	Impact de la pandémie COVID-19 sur l'atteinte mondiale des objectifs de développement durables ODD
122	Gestion financière et comptable des projets financés sur concours extérieurs : financement bilatéraux et multilatéraux
123	Analyse du cadre réglementaire régissant le capital investissement et le factoring en Algérie
124	
125	Audit des institutions publiques- approche méthodologique (cas de l'IGF).
126	Audit du système d'information et de la communication ;
127	Délégation de la maîtrise d'ouvrage déléguée (enjeux et perspectives).
128	Evaluation de la mise en place d'indicateurs d'évaluation de la pauvreté : cas de l'indice de développement humain
129	Evaluation de l'efficacité de la politique de formation et d'éducation en Algérie,
130	Indemnisations des victimes de catastrophes naturelles : conditions et impact.
131	La maîtrise d'œuvre dans la réalisation et le suivi des projets d'équipement public.
132	La prise en compte de l'inflation et du risque de change dans l'analyse des projets d'investissement public
133	La problématique des débits d'office : causes, ampleurs et impacts ;
134	Le renforcement du contrôle interne au niveau des postes comptables
135	Le rôle du crédit-bail dans le renforcement du crédit classique et son rôle dans le développement économique
136	Mise en place d'un système d'information (cas de l'IGF)
137	Missions et rôle des organes de prévention et de lutte contre la corruption en Algérie,
138	Rôle de l'IGF dans le processus de prise de décision publique (avec étude de cas).

139	La promotion des exportations hors hydrocarbures
140	l'administration publique et leadership
141	L'impact des diverses incidences des lois et politiques sur l'atteinte des objectifs
142	L'évaluation de la politique de l'Etat pour le développement de l'aquaculture
143	L'évaluation du dispositif de gestion des risques majeurs
144	L'évaluation de la politique du renouveau rural
145	L'impact des facilitations douanière dans le développement économique
146	Finances islamique, quelles perspectives d'application aux banques algériennes
147	L'évolution de la réglementation des marchés publics en Algérie entre l'impératif économique et le principe de la transparence
148	Mise en œuvre de la procédure d'admission en non valeur, portée et limite
149	Evaluation d'un système d'information en milieu informatique
150	Evaluation des actions de recouvrement d'une direction des impôts
151	Evolution de la réglementation des marchés publics en Algérie entre l'impératif économique et le principe de transparence
152	Les transferts sociaux en Algérie entre la contrainte budgétaire et l'évolution de la demande sociale
153	La LOLF et la modernisation des systèmes budgétaires MSB
154	Le contrôle des finances publiques dans une conjoncture d'austérité
155	La démarche de performance dans la gestion des collectivités locales
156	Le rôle de l'IGF dans la démarche de la performance sous la LOLF
157	Ouverture des bureaux de changes en Algérie : enjeux et perspectives
158	Application des normes comptables aux entités du secteur public: cas de la Tunisie
159	Application des normes internationales et leur impact sur la transparence des finances publiques
160	Approche genre dans les politiques publiques et leurs évaluations
161	Des normes comptables pour le secteur public: cas des collectivités locales
162	Fiscalité de la télécommunication: législation Tunisienne et droits comparés
163	Fiscalité économique ou fiscalité budgétaire, quel choix?
164	Gestion des ressources humaines dans l'administration des douanes
165	La contre façon dans l'horlogerie de luxe
166	La cyber douane
167	La finance digital: les péalables pour renforcer son rôle dans le développement de l'inclusion financière
168	La gestion des biens locaux dans le nouveau cadre juridique (Loi numéro 35 de l'année 2018)
169	La gestion des dépôts des correspondants du Trésor (Compte N - BIS)

170	La gestion du compte courant du trésor
171	L'arbitrage en matière fiscale
172	Le contrôle fiscal sans frontière entre les contraintes des pays de l'OCDE et la souveraineté nationale
173	Le coût de l'investissement privé pour le budget de l'Etat: cas Tunisien
174	Le principe de l'autonomie financière et la performance dans la gestion locale dans le cadre du code des collectivités locales
175	Les normes comptables pour le secteur public: cas des établissements publics à caractère administratif (EPA)
176	Libération du secteur bancaire tunisien dans le cadre de l'OMC
177	L'impact des innovations technologiques (TIC, Systèmes d'information) sur la performance bancaire- cas des banques Tunisiennes : Etat des lieux et perspectives
178	OPCVM monétaire
179	Partenariat Public Privé: Outils de rationalisation et d'optimisation des choix d'investissement Public
180	Responsabilité personnelle et pécuniaire et la protection des deniers publiques
181	Tarifification responsable dans le secteur de la microfinance
182	Les normes comptables de l'Etat : pour une meilleure qualité des comptes
183	Des normes comptables de l'Etat : vers une gestion plus efficace de patrimoine de l'Etat
184	La performance financière de l'Etat selon les normes comptables
185	Fluctuation de change et gestion de la dette publique extérieure
186	la politique du recouvrement des créances constatées de l'Etat en Tunisie
187	le contrôle du budget des collectivités locales en Tunisie: genèse de la soutenabilité
188	l'assistance au recouvrement des impôts dans le cadre de l'échange de renseignements en matière fiscale
189	L'audit interne comme un outil contribuant à la modernisation et à la dynamisation de l'action publique et garantissant la qualité comptable